



EUROPEAN UNION

OSCE Conseil Permanent Nr 1071 Vienne, 15 Octobre 2015

Déclaration de l'UE en réponse au rapport du Chef de la mission de l'OSCE en Moldavie, S.E. Ambassadeur Michael Scanlan

L'Union européenne remercie l'Ambassadeur Scanlan pour son rapport au Conseil permanent.

La contribution au règlement pacifique du conflit transnistrien est au cœur du mandat de la mission que vous dirigez. Nous regrettons à ce titre le blocage actuel du format 5+2 depuis plus d'un an. La poursuite et l'aboutissement des discussions dans ce format, seul à même de garantir la transparence et la légitimité d'une solution durable, sont un enjeu majeur pour la stabilité et la sécurité de la région et apporteront des avantages concrets à la République de Moldavie, y compris à la région de Transnistrie.

Nous appelons à ce titre les parties à faire preuve de la volonté politique nécessaire à la reprise du processus. Il est important que les parties s'abstiennent de prendre et de mettre en œuvre des décisions à même d'accroître les tensions, dans un contexte régional et national déjà difficile. L'Union européenne est prête à soutenir la mise en œuvre d'une solution au règlement du conflit. Nous demeurons convaincus de la nécessité de fixer une date pour une réunion formelle dans le format 5+2, sans tarder et sans préconditions. Nous comptons sur le soutien du Représentant spécial de la Présidence en exercice, l'Ambassadeur Bogojevic.

Nous attendons des progrès tangibles dans les négociations en format 5+2 sur les trois corbeilles, en particulier sur les aspects politiques, institutionnels et de sécurité de la troisième corbeille, dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Moldavie. Force est de constater que les réunions régulières en format 1+1, ainsi qu'au sein des divers groupes de travail, tardent à se traduire en progrès concrets même si elles ont permis quelques avancées et notamment dans le

domaine du transport ferroviaire. Il est primordial que les parties accroissent leurs efforts pour trouver des solutions dans le cadre de ces groupes de travail. Nous appelons également les parties à intensifier leurs efforts pour favoriser le commerce légal, le but étant que l'accord d'association (AA/DCFTA) soit effectivement appliqué dans l'ensemble du territoire de la République de Moldavie, y compris la région de Transnistrie. Il est important de recréer les conditions propices à des avancées, notamment en vue de la Conférence en Bavière sur les mesures de confiance, et afin que le format 5+2 puisse être à nouveau formellement réuni.

Les projets de la Mission dans ses trois dimensions contribuent également à la création des conditions nécessaires à un règlement pacifique du conflit transnistrien, respectueux de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République de Moldavie. Pour ce faire, les membres de votre Mission ont besoin d'un accès complet et sans entraves à l'ensemble du territoire de la République de Moldavie, y compris à la région de Transnistrie, ainsi qu'au dépôt d'armes russes de Colbasna. Nous appelons une fois de plus tous les participants aux négociations dans le format 5+2 à user de leur influence pour convaincre Tiraspol qu'il est dans son intérêt de mettre fin aux restrictions à la liberté de mouvement des membres de la Mission. Nous soutenons le mandat de la Mission basé sur les engagements pris au sein de l'OSCE par les Etats participants, notamment dans le domaine de la sécurité et encourageons la Mission à le mettre activement en œuvre et à continuer à suivre et à rendre compte des développements en ce domaine.

Les entraves à la liberté de circulation, à l'ouverture des ponts, à l'accès libre des fermiers à leurs propriétés situées dans la région de Transnistrie nécessitent un dialogue actif, dans un esprit de coopération. Il en est de même des incidents dans la zone de sécurité dont plus rien ne justifie la militarisation, ou encore du retrait des forces restantes de l'armée russe de la République de Moldavie. Un travail important de démilitarisation concernant toutes les forces militaires dans la région reste à accomplir, dans la transparence et dans le souci de renforcer la confiance mutuelle, dans lequel un rôle important est attribué à l'OSCE et à sa Mission en République de Moldavie : celle-ci bénéficie de notre soutien sans faille.

L'Union européenne continue également d'accorder une attention particulière aux écoles dispensant un enseignement en alphabet latin dans la région de Transnistrie.

Ce sujet doit continuer à être suivi de près par la Mission afin de mieux accompagner les efforts visant à assurer le fonctionnement normal et durable de ces huit écoles.

Nous saluons la participation très active de la République de Moldavie au Partenariat oriental ainsi que le succès de ce pays dans son rapprochement avec l'Union européenne. Nous espérons que la population et tous les décideurs politiques et économiques de la République de Moldavie, en particulier ceux de la région de Transnistrie, sauront reconnaître et saisir les opportunités qui s'offrent à eux et qu'ils auront à cœur de poursuivre résolument les réformes.

L'Ancienne République yougoslave de Macédoine*, le Monténégro*, l'Islande+ et l'Albanie*, pays candidats; la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel; le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'AELE membres de l'Espace économique européen; ainsi que la Géorgie se rallient à cette déclaration.

* L'Ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro et l'Albanie continuent à participer au Processus de stabilisation et d'association.

+ L'Islande continue à être membre de l'AELE et de l'Espace économique européen.